

*L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.*

**13** Question de Daniel Senesael à Annelies Verlinden (Intérieur et Réformes institutionnelles) sur "La coopération transfrontalière en matière de lutte contre les crimes contre l'environnement" (55017858C)

**13** Vraag van Daniel Senesael aan Annelies Verlinden (Binnenlandse Zaken en Institutionele Hervormingen) over "De grensoverschrijdende samenwerking in de strijd tegen milieudelicten" (55017858C)

**13.01** Daniel Senesael (PS): Monsieur le président, madame la ministre, début septembre, l'unité de la police judiciaire fédérale, la FUPHEC (Federal Unit Public Health & Environmental Crime) a été mise en place. Cette unité s'attelle à la lutte contre une série de phénomènes tels que le trafic de déchets, le trafic d'espèces animales et végétales menacées, les crimes liés à la nourriture (incluant les médicaments pour animaux, les pesticides et les compléments alimentaires), mais également aux médicaments et aux dispositifs médicaux (incluant le dopage et la contrefaçon).

Madame la ministre, plusieurs des phénomènes que je viens d'évoquer peuvent être assimilés à des formes de criminalité internationale et, plus précisément, à des formes de criminalité sévissant au sein de régions transfrontalières – je pense ici particulièrement au trafic de déchets.

Il y a quelques mois, vous m'indiquiez que "l'ancienne unité environnement, aujourd'hui intégrée au FUPHEC, avait des contacts privilégiés avec Interpol depuis de nombreuses années". Pourrions-nous savoir si des contacts sont entretenus avec les services dédiés à la lutte contre les crimes liés à l'environnement et à la santé dans nos pays voisins et, en fonction de la zone dans laquelle j'habite, la France?

Le 9 avril 2021, un incident survenu dans une entreprise française située aux abords de l'Escaut a entraîné une pollution de grande ampleur du fleuve et décimé sa faune sur plus de 36 km. Ce type d'événements ne semble pas être de ceux pris en charge par la FUPHEC. Pouvons-nous connaître les contacts pouvant être entrepris entre policiers belges et français à la suite de la constatation de phénomènes de pollution transfrontaliers?

**13.02** Annelies Verlinden, ministre: Monsieur

Senesael, le service central FUPHEC de DG SOC annonce seulement des contacts privilégiés avec Interpol, mais aussi avec Europol. Outre ces contacts structurés, il existe également des contacts bilatéraux plus spécifiques avec les services centraux de pays voisins impliqués dans la criminalité environnementale.

En ce qui me concerne, la FUPHEC a de fréquents contacts opérationnels et politiques avec l'Office central contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique de la gendarmerie française. En ce qui concerne la criminalité grave en matière d'environnement, la priorité de la FUPHEC est de se concentrer sur les phénomènes, trafics de déchets et d'espèces animales et végétales sous protection internationale.

Cependant, la FUPHEC est également le point de contact de la police pour d'autres formes de criminalité environnementale ayant une dimension internationale. Ainsi les demandes de coopération de la police internationale sont adressées au service central.

Le service FUPHEC ne dispose pas d'une liste officielle de contacts pour les formes de pollution transfrontalières. Dans une première phase, les formes de pollution sont échangées entre les administrations environnementales compétentes des deux côtés de la frontière afin de prendre des mesures urgentes et contraignantes. Ce n'est que dans la deuxième phase, lorsqu'une enquête criminelle est lancée, que les canaux officiels de la police sont activés et que le service FUPHEC peut jouer un rôle dans ce domaine.

**13.03** Daniel Senesael (PS): Merci, madame la ministre, pour cette réponse très intéressante. D'une part, vous confirmez que les contacts structurés et privilégiés avec les pays voisins sont vraiment mis en place. D'autre part, les contacts, notamment avec la France, sont privilégiés avec l'Office central contre l'atteinte à l'environnement de la gendarmerie française. Cela permet, en cas de catastrophe environnementale, telle que nous en avons connu une sur l'Escaut dans la région tournaisienne notamment, que des mesures urgentes et contraignantes soient prises. Je ne manquerai pas, en tout cas, de veiller à ce que ces mesures et ces services, de part et d'autre de la frontière, soient privilégiés et soient encore amplifiés pour permettre une lutte efficace contre les atteintes à notre environnement.

*L'incident est clos.  
Het incident is gesloten.*